

À quand la reprise des exportations non énergétiques du Canada?

La tant attendue reprise des exportations de produits non énergétiques n'est toujours pas au rendez-vous. Malgré un vigoureux rebond en juillet, le volume des exportations de produits non énergétiques accuse près de 5 % de retard sur le niveau atteint au début de l'année. La baisse des livraisons de voitures et le recul des stocks américains ne sont pas les seuls responsables de ce ralentissement, plus généralisé. Puisque les ménages endettés n'ont guère de marge de manœuvre pour accroître considérablement leurs dépenses, il faut absolument tabler sur une meilleure tenue des exportations pour sortir la croissance économique de sa léthargie tendancielle.

Plusieurs facteurs expliquent le ralentissement et l'inconstance des exportations canadiennes, essentiellement attribuables à la mollesse chronique de l'activité industrielle mondiale et américaine, et surtout, de l'investissement des entreprises. Ces facteurs limitent la demande de matériaux et de biens d'équipement industriels : les principaux secteurs exportateurs du Canada interviennent pour environ le tiers des livraisons de produits non énergétiques. Le lien qui unit depuis longtemps les exportations canadiennes et la demande intérieure américaine est toujours aussi étroit; d'ailleurs, le taux moyen de croissance annuelle de 2,7 % du volume des exportations de produits non énergétiques canadiens dans les quatre derniers trimestres concorde avec la hausse annuelle moyenne de 2,2 % de la demande intérieure américaine (graphique 1).

Les graphiques 3 à 12 portent sur les dix grands sous-secteurs exportateurs de produits non énergétiques canadiens, accompagnés de leurs indices sur la demande américaine. Dans la plupart des grands secteurs, à l'exception notable de l'industrie aérospatiale en raison du lancement tardif de la nouvelle CSeries, le volume des livraisons suit fidèlement les indices sectoriels de la demande américaine,

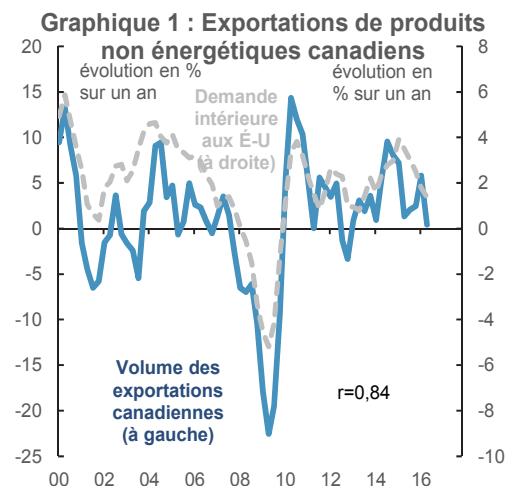
Les problèmes de compétitivité canadienne, avivés par l'anémie chronique de la croissance de la productivité et les frais de main-d'œuvre unitaires relativement élevés, sont toujours autant d'obstacles qui empêchent les exportations de prendre plus rapidement du mieux. Les coûts du Canada sont plus compétitifs, puisque depuis deux ans, la valeur du dollar canadien a baissé d'environ 15 % par rapport au dollar américain, sur fond de montée en puissance du billet vert. Dans le même temps, le taux de change réel du huard, comparativement aux devises de nos grands partenaires commerciaux sauf les États-Unis, n'a guère évolué.

Depuis peu, la part du Canada dans les importations américaines de produits non énergétiques semble vouloir se stabiliser après avoir constamment baissé dans les 15 dernières années (graphique 2). On le doit à plusieurs secteurs, dont ceux des produits de consommation et du matériel de transport, même s'ils sont censés être plus vulnérables aux variations des taux de change. Mais il y a maintes fois eu de fausses bonnes nouvelles.

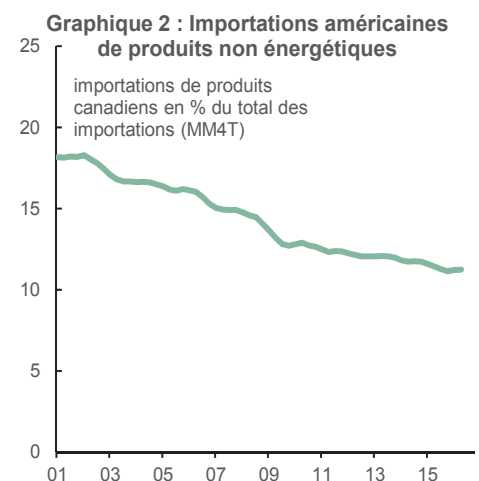
Les contraintes de capacité freinent sans doute, elles aussi, l'activité exportatrice. Certaines industries manufacturières canadiennes, dont les produits alimentaires, le bois et le papier, les plastiques et le caoutchouc, le mobilier et le matériel de transport, tournent à un rythme égal ou supérieur aux taux traditionnels d'utilisation de leur capacité. L'incertitude économique mondiale, la faible croissance des bénéfices des entreprises au Canada et la hausse du coût des machines importées portent à croire que les entreprises pourraient continuer d'hésiter à engager de nouveaux investissements générateurs de capacité, ce qui pèse sur les perspectives des exportations.

RENSEIGNEMENTS

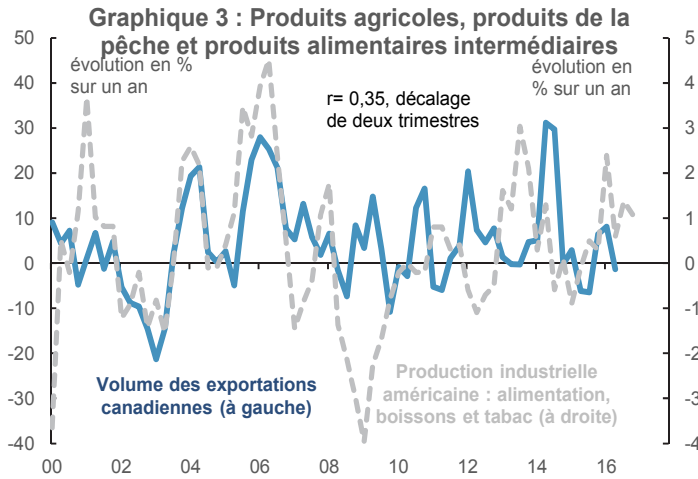
Adrienne Warren
 416.866.4315
 Études économiques de la Banque Scotia
adrienne.warren@scotiabank.com



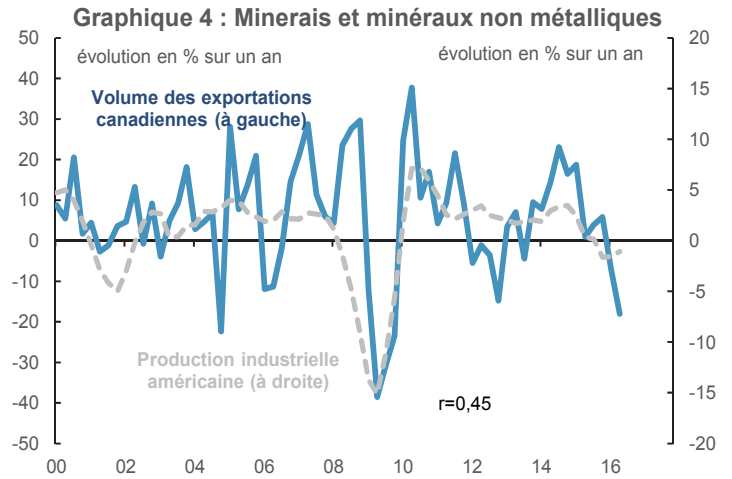
Sources : Statistique Canada, BEA des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia



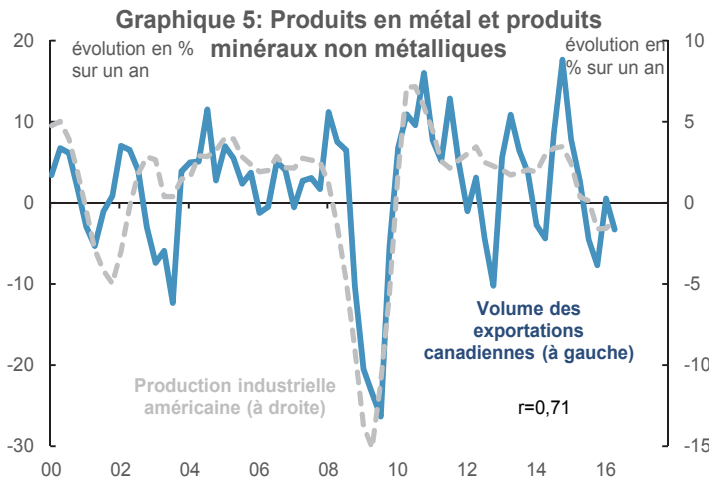
Sources : Census Bureau des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia



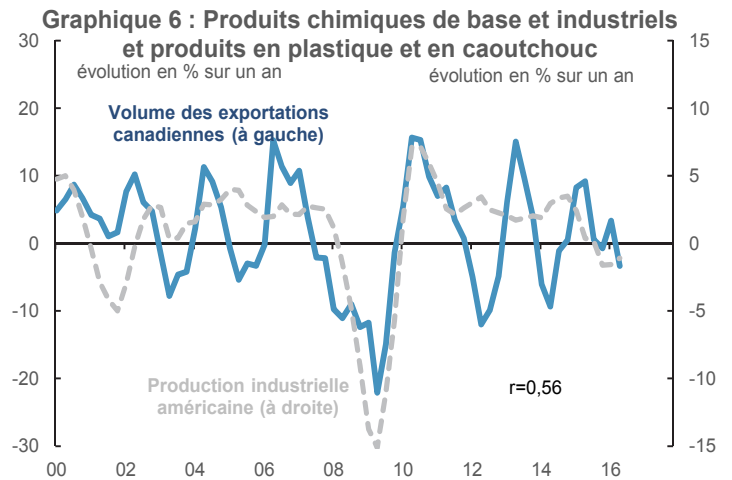
Sources : Statistique Canada, Réserve fédérale américaine, Études économiques de la Banque Scotia



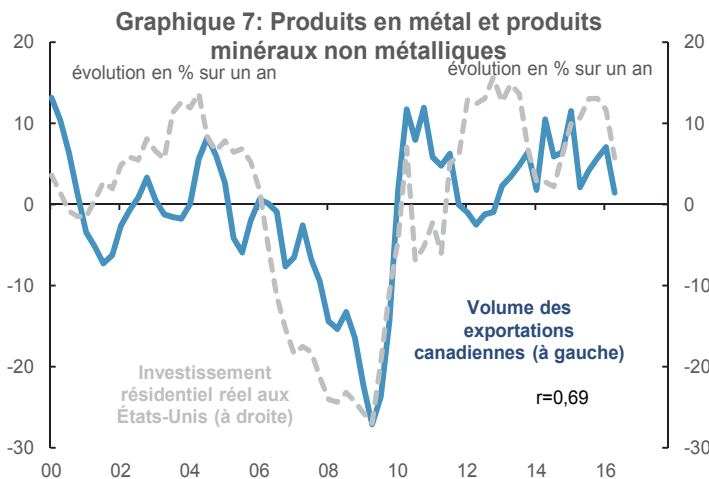
Sources : Statistique Canada, Réserve fédérale américaine, Études économiques de la Banque Scotia



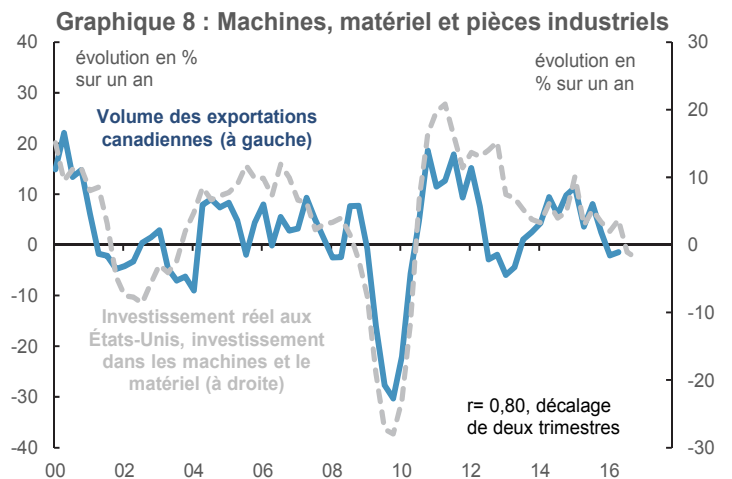
Sources : Statistique Canada, Réserve fédérale américaine, Études économiques de la Banque Scotia



Sources : Statistique Canada, Réserve fédérale américaine, Études économiques de la Banque Scotia



Sources : Statistique Canada, BEA des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia



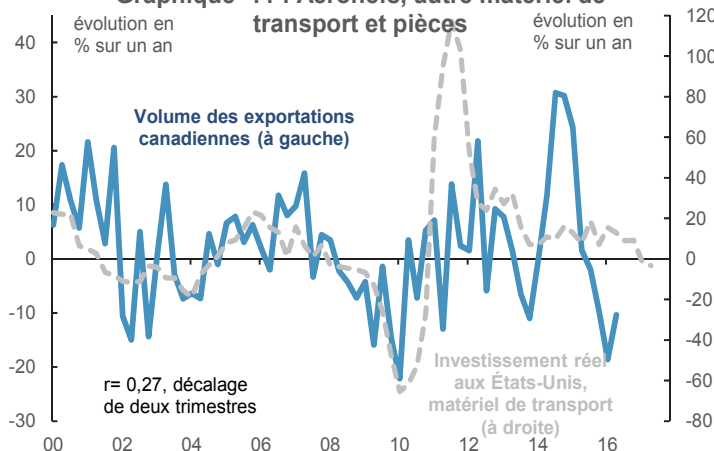
Sources : Statistique Canada, BEA des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia

Graphique 9 : Matériel et pièces électroniques et électriques

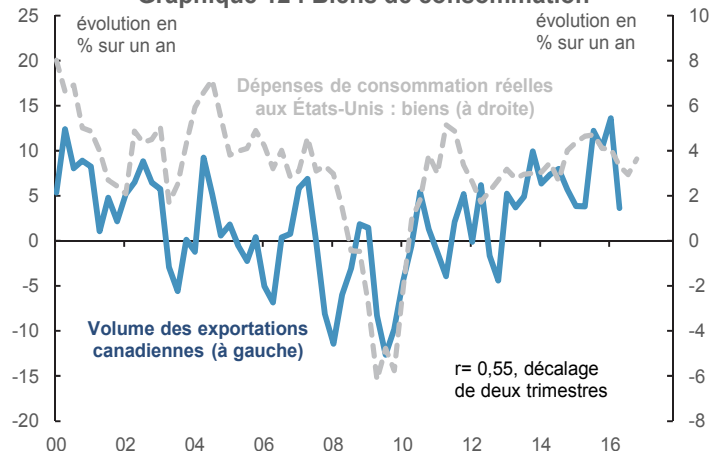

Sources : Statistique Canada, BEA des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia

Graphique 10 : Véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles


Sources : Statistique Canada, BEA des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia

Graphique 11 : Aéronefs, autre matériel de transport et pièces


Sources : Statistique Canada, BEA des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia

Graphique 12 : Biens de consommation


Sources : Statistique Canada, BEA des États-Unis, Études économiques de la Banque Scotia

Volume des exportations canadiennes, évolution en % depuis le début de l'année

Véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles	13,1
Biens de consommation	5,8
Produits forestiers et matériaux de construction et d'emballage	4,7
Exportations totales de biens non énergétiques	2,1
Produits agricoles, produits de la pêche et produits alimentaires intermédiaires	1,8
Matériel et pièces électroniques et électriques	0,7
Produits chimiques de base et industriels et produits en plastique et en caoutchouc	0,6
Machines, matériel et pièces industriels	-2,2
Produits en métal et produits minéraux non métalliques	-2,6
Minerais et minéraux non métalliques	-11,9
Aéronefs, autre matériel de transport et pièces	-14,9

Sources : Statistique Canada, Études économiques de la Banque Scotia.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse. Marque utilisée sous licence, le cas échéant.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.